



# MOSCOU

## ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 17.

Mardi 14 juin 1921

Direction: Dénigny 5, ch. 18.  
de 3 à 6 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 77-77 et Kremth 151Secrétaire de la Rédaction: Tverskaja 48  
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 5 48-10 et 3 79-05.

### L'école de la Terreur Blanche et le prolétariat féminin.

Si incroyable que cela puisse paraître à première vue, et si triste que soit le fait, il n'en est pas moins certain que le prolétariat féminin de Hongrie dans ses couches profondes n'est devenu révolutionnaire qu'à l'époque de la terreur blanche. Pendant la dictature prolétarienne, les ouvrières étaient, sauf un tout petit groupe révolutionnaire, dans le camp de la contre-révolution.

La jeune et ardente dictature du prolétariat hongrois a lutté nuit et jour, tout le long des 4 mois et demi de sa courte existence, lutte avec héroïsme et abnégation, contre la réaction intérieure et extérieure qui menaçait son existence; l'armée rouge défendait ses frontières contre les hordes capitalistes des Tchèques et des Roumains; le blocus de l'Entente affaiblissait extrêmement sa situation économique et en dehors de cela elle avait à souffrir du mal qui se fait sentir nécessairement pendant la première période de la dictature, c'est-à-dire de l'antagonisme entre la campagne et la ville, entre le prolétariat industriel conscient de ses intérêts de classe et les petits propriétaires ruraux mal éclairés; dans les centres industriels on criait famine; et c'est dans ces conditions pénibles de profonde crise économique que les femmes du prolétariat hongrois ont beaucoup contribué, par manque de conscience de classe, à faire dérober le sol sous le gouvernement des soviets. Elles étaient mécontentes. La conquête du pouvoir assura du jour au lendemain au prolétariat, surtout pendant les premiers mois, de hauts salaires, il devint soudainement très riche, mais bientôt il ne put plus rien acheter pour son argent. La répartition des produits de première nécessité et des vivres ne pouvait pas être organisée en quelques jours. Il fallait faire la queue pendant des heures entières devant des comptoirs, des magasins et des boulangeries, et partout où de cette façon les ouvrières se trouvaient rassemblées, un courant contre-révolutionnaire prenait naissance, qui à l'origine n'avait pour objet que les intérêts du ventre et pour cause que la crise économique, mais qui bientôt grâce aux efforts des agents provocateurs de la contre-révolution (femmes de la bourgeoisie qui, affublées de guenilles, se mélaient aux ouvrières) put être utilisée dans des buts réactionnaires et comme le Gouvernement des Soviets avait avant tout à s'occuper de problèmes autrement urgents (organisation de l'armée rouge, etc.), dans la succession rapide des événements il n'avait plus le temps de combattre avec l'énergie voulue ces regrettables manifestations.

Il n'existait à cet effet qu'un très petit et très jeune groupe de femmes communistes qui, vu leur petit nombre, n'étaient pas en mesure d'organiser une suffisante contre-agitation et cela d'autant moins que la plupart des chefs du mouvement féministe bourgeois étaient passées au communisme sans toutefois abandonner leurs idées petites-bourgeoises. Il va de soi que ces leaders féministes n'étaient pas appelés à montrer la voie au prolétariat féminin. Leur propagande ne pouvait avoir pour le progrès de la révolution que des suites fâcheuses. Ainsi, pendant un Congrès féminin organisé à Budapest, une résolution fut déposée qui protestait contre la "terreur rouge" et cette résolution eut été agréée sans la camarade Spad Adèle (commissaire politique de la caisse d'épargne des postes hongroises) et sans un tout petit groupe révolutionnaire qui firent une opposition ardente à cette motion humanitaire et petite-bourgeoise.

C'est un fait vérifié par l'expérience, que tout mouvement révolutionnaire puise sa force, et notamment les hommes qui deviendront ses chefs dans son propre sein, et c'est aussi de cette façon que la dictature hongroise a forgé ses femmes leaders. La révolution russe a fait l'éducation révolutionnaire des prisonniers de guerre internés en Russie qui devinrent en Europe des semeurs de révolution. Les chefs de la révolution prolétarienne hongroise, Bela Kun et son petit groupe, sont sortis de l'école russe. Comme toutefois parmi les prisonniers de guer-

re il n'y avait pas de femmes, le jeune mouvement communiste féminin n'avait pas de leaders qui eussent une préparation suffisante et la dictature dut leur donner elle-même les éléments d'éducation indispensables.

Aussi, comme nous l'avons dit, les masses du prolétariat féminin hongrois ne sont-elles devenues réellement révolutionnaires qu'à l'époque de la terreur blanche, si incroyable que cela puisse paraître. Les aveugles apprirent à voir, le contraste leur ouvrit les yeux: car la terreur blanche fut pour les femmes prolétariennes aussi bestiale que pour les hommes. Un grand nombre d'ouvrières qui ne professaient souvent aucune sympathie à l'égard du système des Soviets furent jetées en prison parce que prolétariennes ou bien parce que quelqu'un des leurs avait servi dans l'armée rouge ou dans quelque établissement soviétique. La terreur blanche en fit des communistes. Les femmes internées par les blancs dans le fameux camp de concentration de Hajmasker ou dans celui de Zelaegerzeg et dans d'autres lieux de détention, aussi bien d'ailleurs que les femmes restées en liberté ou qui avaient réussi à prendre la fuite, virent clairement que seule la révolution prolétarienne pouvait les affranchir de toute espèce d'exploitation. Elles disent toutes la même chose à présent: "Je n'étais pas communiste, mais maintenant je le suis devenue".

Lorsque actuellement de longues files d'ouvrières attendent devant les portes des prisons où sont enfermés leurs maris, leurs fils et leurs frères à qui elles viennent apporter leur dernier morceau de pain peut-être, cependant que l'un des "gardiens de l'ordre", un gendarme de Horthy, les bouscule brutalement, il se produit parmi eux un mouvement révolutionnaire décidé et il est certain que maintenant elles seraient prêtes à faire patiemment la queue devant les magasins soviétiques.

Le prolétariat féminin hongrois aura à traverser une lourde et amère école et nous voulons les montrer en exemple au prolétariat féminin de tous les pays, afin que les ouvrières de tous les pays puissent s'acheminer par une voie plus aisée à la conscience de la nécessité d'une révolution prolétarienne.

CHRISTE CSIRCS.

### Le destruction du matériel de guerre allemand.

Berlin, début de juin.—Le Ministère des Affaires Etrangères allemand a publié ces jours-ci un memorandum sur l'exécution du traité de Versailles par l'Etat allemand au 1er avril 1921. Le paragraphe concernant le matériel de guerre détruit présente le plus grand intérêt. D'après les données publiées, il a été détruit par ordre de la Commission Militaire Interalliée le matériel de guerre suivant:

49.320 pièces d'artillerie,  
26.350 affûts,  
22.020 lance-bombes et autres,  
plus de 28 millions d'obus, mines etc.,  
53 millions de détonateurs,  
4,1 millions d'armes à main,  
345 millions de cartouches,  
86.000 mitrailleuses et 194 millions de bandes de mitrailleuses.

Pour achever la destruction des armes et des munitions, il faudra encore de 4 à 6 mois.

Les conditions ayant trait à la flotte sont à peu près remplies. Sur l'espace des 62.000 milles carrés de mer minée 18.000 ont déjà été dragués, il en reste 44.000 à draguer.

Il y avait en Allemagne lors de l'armistice 14.000 aéroplanes et 27.714 moteurs sur ce nombre 13.365 aéroplanes et 23.842 moteurs ont été détruits. Des 517 hangars et docks pour aéroplanes et des 30 hangars pour dirigeables qui appartenaient à l'Etat, il ne subsiste qu'un nombre extrêmement restreint: tout le reste a été ou bien livré aux alliés, ou bien soumis à destruction. La Commission de Contrôle a accordé à l'Allemagne pour le transit des passagers civils 17 hangars pour aéroplanes, 4 hangars pour dirigeables et 11 pour hydroaéroplanes.

### LA SECONDE CONFERENCE DES FEMMES COMMUNISTES.

#### Séance du soir du 11 juin.

La séance est ouverte à 8 heures par Clara Zetkin.

A l'ordre du jour: l'organisation du Secrétariat International.

Schwartz (Allemagne). — Nous avons eu en mai une Conférence qui a émis un vœu sur le Secrétariat International.

Nous n'ignorons pas que dans les conditions pénibles où se trouve aujourd'hui le mouvement communiste dans tous les Etats, le fonctionnement du Secrétariat a été sérieusement entravé. Nous savons aussi que de Moscou il est difficile de diriger. Dans ces conditions Moscou a beaucoup fait, mais de ce "beaucoup" il est arrivé très peu dans les autres pays. La liaison a été extrêmement faible: il faut reconnaître que le Secrétariat a usé de toutes les occasions pour développer le mouvement communiste féminin. Si ensuite nous prenons en considération l'absence de la plus élémentaire protection du travail de la femme dans la plupart des pays, il faut reconnaître que le Secrétariat aurait dû indiquer aux Partis Communistes de Suisse, de France, etc. la nécessité de développer le mouvement féminin et de mettre en avant des mots d'ordre correspondants. Les mots d'ordre élaborés par le Secrétariat en vue de la journée internationale des ouvrières ne s'appliquaient pour ainsi dire qu'à la situation russe et ne concernaient presque aucunement les autres pays. Kollontai a parlé ici de deux revues françaises consacrées au mouvement des femmes communistes, mais l'une d'elles, dirigée par Boudin, est un organe féministe absolument en dehors du contrôle du Parti Communiste. On peut en dire autant de l'autre. Il est nécessaire de créer en France un organe du Parti.

En Hollande les femmes communistes entrent dans une Fédération révolutionnaire de la femme comprenant également des éléments anarchistes et socialistes chrétiens. En Angleterre, où le mouvement féministe est très fort, on a beaucoup fait dans le domaine du droit électoral, mais presque rien pour développer le mouvement féminin proprement communiste. Nous avons entendu avec satisfaction Kollontai déclarer que le Secrétariat entend la publication de brochures convenant aux différents pays. Il serait nécessaire que le Secrétariat, d'accord avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, désigne des camarades particulièrement compétents dans les pays où le mouvement féminin est faible, afin de le renforcer et de constituer un appareil capable d'entraîner les masses ouvrières dans le mouvement communiste.

Nous estimons nécessaire de créer un organe auxiliaire du Secrétariat International pour l'Occident, afin de le seconder dans la direction du mouvement féminin dans les pays d'Europe. Les camarades allemands offrent de se charger de la création de cet organe.

Ensuite prend la parole Rosa Bloch, représentante de la Suisse.

Elle déclare que quoique venue du plus petit des Etats, étant au centre même de l'Europe, elle est plus ou moins au courant de la situation dans tous les pays d'Occident. Notre organisation, dit-elle, n'a jamais cessé d'être en liaison avec la secrétaire générale. Les camarades russes de leur côté ont fait tout le possible pour ne pas perdre la liaison avec les organisations étrangères. Mais il faut noter que la chose nous est apparue beaucoup plus difficile pour nous les femmes que pour nos camarades hommes.

Quelques résultats ont déjà été obtenus pour la coordination de notre action. En ce sens il faut noter la célébration de la journée de la femme. Sans doute cette journée avait été instituée dès 1910, mais dans bien des pays c'est en 1921 qu'elle fut fêtée pour la première fois. Dernièrement Clara Zetkin a entrepris la publication de la revue "L'Internationale communiste de la femme". Trois numéros ont paru. Elle est éditée en allemand, mais il faudra prochainement en donner des éditions française et anglaise, et les camarades russes devront insérer certains articles de cette revue dans leur presse.

Après Rosa Bloch, Nikolaeva monte à la tribune.

Au premier abord, dit-elle, le rapport

du Secrétariat semble devoir s'attirer les plus sévères critiques. Nous espérons apprendre quelque chose sur le mouvement international, les étapes de son développement, les crises traversées. Il ne nous a rien donné de tout cela. Evidemment les difficultés énormes, l'absence de liaison, expliquent toute la complexité et tous les défauts de fonctionnement. Maintenant le Secrétariat doit se faire donner par les représentantes venues pour la Conférence les renseignements les plus détaillés et surtout les données numériques que jusqu'ici nous ne possédions point. A notre Congrès de l'année dernière nous avons adopté des thèses, mais nous avons besoin de savoir, nous autres russes, comment ces thèses ont été mises en pratique à l'étranger, quelles méthodes de travail ont été appliquées, s'il existe à l'intérieur des Partis Communistes des sections féminines, etc. L'année dernière on nous a dit aussi qu'il y avait en Occident des organisations féminines à part. Il nous faut savoir si ces organisations subsistent ou si elles ont été supprimées.

En critiquant les travaux du Secrétariat, Nikolaeva indique encore une erreur profonde. Le Secrétariat International avait formulé l'année dernière trois thèses fondamentales: sur la prostitution, sur l'avortement et sur la journée internationale. Ces thèses sont très insuffisantes. Pourquoi au lieu de thèses sur la prostitution et l'avortement, ne pas mettre en avant la thèse essentielle sur la dictature du prolétariat, puisque en obtenant la dictature du prolétariat nous résoudrons par là même les problèmes de la prostitution et de l'avortement.

Linina prend ensuite la parole.

J'ai, dit-elle, du rapport de Kollontai la même impression que Nikolaeva.

Le Comité Exécutif de l'Internationale, se maintenant au point de vue formel de l'unité du mouvement, ne s'est pas intéressé au Secrétariat Féminin. Voilà le grand malheur de notre action. Si vous me demandez comment je considère la question de la création d'un organe technique, je dirai: je suis à la fois pour et contre. Contre, pour des raisons de principe, car il n'existe pas chez nous de mouvement féminin isolé. Nous devons avoir un mouvement communiste unique, embrassant en lui le mouvement parmi les ouvrières, comme une partie dans un tout. Mais dans la situation actuelle, nous n'irons pas loin sans cet organe technique. Le centre de gravité réside dans l'appui qui nous sera donné par le Comité Exécutif. Peut-être n'est-ce pas la faute de ce dernier si le mouvement féminin est peu développé: le mouvement communiste a pris une trop vaste expansion pour qu'il ait été possible de concentrer son attention sur le mouvement féminin. En tout cas nous devons sortir d'ici avec cette exigence, que l'Internationale Communiste consacre suffisamment de force et d'attention au côté le plus faible du mouvement communiste, l'action parmi les femmes prolétaires. Là est le centre de gravité de toute la question.

A Lilina succède Lucie Colliard (France).

Elle indique qu'il n'est pas permis de se plaindre d'un isolement par rapport au Secrétariat International, car elle sait toutes les difficultés que la Russie a rencontrées, entourée d'ennemis, ne pouvant même recevoir les messages des femmes françaises. Lucie Colliard souligne une certaine négligence qui se remarque en général dans le Parti à l'égard de l'action parmi les femmes. Elle montre la différence entre l'action des femmes communistes et celle des féministes, qui ne jouissent d'aucun crédit dans le prolétariat. Des trois publications dont a parlé Kollontai aucune n'appartient encore au Parti. Nous voulons faire de ces organes des instruments de propagande spécialement consacrés aux masses retardataires. En regrettant qu'il n'y ait pas en France des talents semblables à Zetkin et à Kollontai, Colliard déplore le travail modeste mais plein de foi dans l'avenir des femmes de ce pays et exprime l'espoir qu'au prochain Congrès les méthodes d'action inspirées par la présente conférence donneront leurs fructueux résultats.

Rolland Holst représente la Hollande.

Ici, dit-elle, on a déclaré que nous travaillons d'accord avec les anarchistes, les syndicalistes et même les socialistes chrétiens. Je veux expliquer en quelques

mots comment s'est créé cet état de choses. Il n'existe en Hollande aucune organisation féminine à proprement parler. Il n'y a qu'une petite association qui comprend en effet, à côté de femmes communistes, des anarchistes et des socialistes-chrétiens. Cette ligue s'est constituée pendant la guerre pour remédier à la misère des masses ouvrières. Après le deuxième Congrès de l'Internationale, un groupement communiste s'est formé à l'intérieur de cette ligue. Une violente opposition de déclarer contre lui et beaucoup de membres se retirèrent mais la meilleure partie resta dans le noyau communiste. Grâce à ce succès d'organisation, nous avons réussi à accomplir un énorme travail d'éducation. L'organe et l'appareil de propagande de la ligue sont passés entre les mains des communistes. A l'avenir il est évident qu'il conviendra de grouper les camarades femmes dans une organisation spéciale qui sera une annexe du Parti Communiste. Mais si le Secrétariat International veut qu'en cas de grève générale ou de guerre civile les femmes ne restent pas passives et s'efforcent au contraire de dépasser les hommes, comme cela s'est passé à Petrograd dans les journées de février, il ne doit pas se borner à nous envoyer des mots d'ordre et des brochures. Il faut avant tout accomplir parmi les femmes un travail d'organisation qui présente d'ailleurs de colossales difficultés. C'est pourquoi le Secrétariat doit nous expédier des agitateurs et des organisateurs capables de nous instruire dans ce travail et de le guider.

Après quelques mots de Tchirki, Moïrova prend la parole au nom de l'Ukraine.

Je suis convaincue, dit-elle, que le mouvement communiste féminin ne se développera pas si l'Internationale Communiste n'y met pas la main. C'est pourquoi il nous faut construire notre appareil de concert avec l'Internationale. Peu importe où sera son siège: il est essentiel que le Secrétariat se trouve immédiatement auprès du Comité Exécutif. Quant au Bureau technique, il faut qu'il y ait des relations établies par l'intermédiaire des partis avec les sections féminines.

Arachian représente l'Arménie: elle indique la nécessité d'accorder une plus grande attention à la propagande parmi les femmes d'Orient.

La représentante de la Tchéco-Slovaquie communique que le mouvement dans ce pays est encore jeune. Il a commencé en 1918. La plupart des ouvrières appartenant aux petites entreprises, cette masse n'a pu être touchée par le communisme, mais on peut dire seulement d'elle qu'elle est révolutionnaire. Nous espérons que grâce au travail énergique qui a été fait parmi elle, elle sera entraînée dans le courant des idées communistes. Nous attendons des directives de la IIIème Internationale et nous jurons de les suivre fidèlement. Une chose est claire pour nous: si la Russie triomphe, nous triompherons aussi.

#### Discours de clôture de Kollontai.

Répondant à toutes les objections, Kollontai souligne dans son discours de clôture que son compte-rendu a été consacré uniquement au travail accompli, et que des méthodes suivies seront traitées plus tard en examinant les points correspondants de l'ordre du jour. Il faut revenir sur le manque d'influence de liaison entre le secrétariat et nos camarades occidentaux, ce qui fait, outre la guerre civile universelle, que presque aucun document n'a pu parvenir de part ni d'autre. Voilà pourquoi il nous est impossible de rendre compte des travaux du Secrétariat en Occident et pourquoi la direction qu'il a exercée répond très insuffisamment aux exigences. En outre il faut souligner une fois de plus que l'absence d'appareil convenable, comme sections féminines des Partis Communistes, ne permet pas d'appliquer ces méthodes. Mais nous trouvons une immense consolation dans ce fait que la vie même oblige nos camarades à se débarrasser des écarts déjà dépassés en Russie. C'est ainsi qu'il existait encore naguère en Suède diverses organisations, qui aujourd'hui sont liquidées. A la remarque de Nikolaeva sur ce fait que les thèses sur l'avortement et la prostitution ont été distribuées par le Secrétariat International, Kollontai répond qu'elle a déjà noté dans son rapport que le Secrétariat International avait élaboré en son nom un appel à l'occasion de la journée internationale des ouvrières, tandis que les thèses de Siemachov sur l'avortement et celles de la Commission mixte sur la prostitution furent désignées dans la liste des publications expédiées à titre de réponse aux demandes de nos camarades d'Occident intéressés par ces questions. Comme Smidovitch et Arosian avaient demandé s'il est possible de donner aux différents pays le droit d'avoir des rapports entre eux, Kollontai note que, comme l'a indiqué Zetkin, toutes les questions de principe doivent passer par le centre, mais qu'on ne doit gêner d'aucune manière

la liberté de communication entre les divers pays, sous seule condition d'un contrôle du centre.

A la proposition de Rölland Heist sur l'augmentation du nombre des organisatrices et des propagandistes, Kollontai répond que le Secrétariat a déjà préparé un règlement en conséquence. La chose était prévue, et si le règlement du Secrétariat n'a pas été soumis à la conférence, la seule raison en est que nous ne sommes qu'une section de l'Internationale Communiste et qu'à titre d'organe auxiliaire nous n'avons pas le droit de prendre une décision sur ces questions avant que le Congrès de l'Internationale ait statué sur sa propre réorganisation.

Kollontai décrit avec une particulière chaleur l'importance de la propagande parmi les femmes de l'Orient pour lutter contre le capitalisme universel. Il y a plus d'une grande puissance capitaliste qui ne pourra pas résister si ses colonies se soulèvent contre elle. C'est un long travail de saper qu'il faut mener parmi les femmes d'Orient, pour ébranler notre ennemi universel, en faisant entrer cette future alliée dans nos rangs. En conclusion Kollontai ajoute la remarque que le nouvel organe paraissant en Allemagne porte le nom de "Internationale Communiste de la femme" et propose de donner ce même nom au bulletin pour la propagande internationale parmi les femmes.

Ensuite est mise aux voix une résolution sur les formes et les méthodes de la propagande communiste parmi les femmes, dont le texte suit:

Résolution sur les formes et méthodes de la propagande communiste parmi les femmes.

La seconde Conférence Communiste Internationale de la femme tenue à Moscou déclare que la crise de l'économie capitaliste et du régime bourgeois reposant sur elle fait au prolétariat des pays où règne encore ce régime une nécessité vitale de la lutte pour la conquête du Pouvoir politique et pour l'établissement de la dictature prolétarienne. La chose peut être exécutée par le prolétariat à condition seulement que les masses des femmes ouvrières s'unissent à cette œuvre avec leur pleine conscience. Dans les pays où le prolétariat a déjà conquis le pouvoir politique et établi sa dictature, comme en Russie Soviétique, il faut concentrer toute sa puissance pour combattre la contre-révolution nationale et internationale et commencer d'édifier le communisme qui émancipera toute l'humanité. Les masses féminines ouvrières doivent se pénétrer de la claire et inébranlable conscience que la défense et le travail positif de construction sont aussi leur rôle.

La seconde Conférence Internationale des femmes communistes de Moscou réclame par conséquent des partis communistes de tous les pays que, conformément aux principes et aux décisions de la IIIème Internationale, ils obtiennent avec la dernière énergie que les masses des femmes et des ouvrières soient éveillées au communisme, groupées et entraînées en vue de la lutte révolutionnaire et de l'action positive. La volonté et la capacité d'action et de lutte des masses féminines doivent constamment augmenter et grandir. Pour atteindre ce but tous les partis adhérent à la IIIème Internationale doivent dans tous leurs organes et bureaux; depuis les plus bas jusqu'aux plus élevés organiser des Comités féminins, qui feront l'agitation, l'organisation et l'instruction des larges masses féminines ouvrières, et qui auront leurs représentants dans tous les organes et partis dirigeants et gouvernants. Ces Comités féminins ne sont pas des organisations à part à l'intérieur des partis communistes, mais seulement des organes pratiquement nécessaires pour obtenir la réalisation des buts spéciaux fixes: mobiliser et éduquer les masses féminines ouvrières pour la conquête du pouvoir politique et la construction positive du communisme. C'est pourquoi ils travaillent dans tous les domaines en étroite union organique avec tout le Parti, mais possèdent la mobilité nécessaire dans les méthodes et formes d'action et dans l'établissement de l'ordre indispensable au succès, en tenant compte des particularités de la psychologie féminine et de la situation particulière encore subsistante de la femme dans la société. Le rôle concret de ces Comités féminins est indiqué par la Conférence dans des thèses adoptées par elle.

Les organisations féminines existant actuellement à l'intérieur des partis communistes doivent avoir constamment en vue leur double obligation. Elles doivent grouper des masses grandissantes de femmes possédant une claire conscience et une ferme volonté et les entraîner dans la lutte de classe révolutionnaire. Elles doivent amener au communisme et détourner du capitalisme toutes les opprimées et toutes les exploitées et après la victoire de la révolution prolétarienne faire participer à l'édification communiste

toutes les femmes les plus dévouées et les plus capables de sacrifices.

Avec ces masses ouvrières féminines aujourd'hui éveillées, avec des oeuvres prolétariennes, l'Internationale Communiste constituera dans tous les pays un noyau qui dirigera ces camarades. Les organisations féminines du Parti Communiste doivent se rappeler dans leur action que l'arme d'agitation et d'instruction pour les masses féminines n'est pas seulement la parole ou l'imprime, mais qu'il existe un moyen bien plus efficace. Ce moyen, c'est la participation à tous les domaines d'action, soit la lutte, soit le travail positif du Parti Communiste, la participation active des ouvrières à toutes les manifestations et combats du prolétariat révolutionnaire, grèves, insurrections générales, démonstrations et révoltes les armes à la main.

#### Séance du matin du 12 juin.

La séance est ouverte à 11 heures du matin par Clara Zetkin.

Le délégué du Parti Communiste de Pologne au IIIème Congrès de l'Internationale salue la Conférence. Cette Conférence, déclare-t-il, ne possède aucune représentante des femmes communistes de Pologne. Mais cela ne veut pas dire que le mouvement communiste de Pologne ne comprenne aucune femme. Nous n'avons pas d'organisation distincte pour les femmes. Nous abordons l'ouvrière de la même façon que l'ouvrier. En outre les conditions clandestines d'existence du Parti ne permettent pas de développer l'action d'une organisation féminine spéciale. Peut-être quand les conditions changeront serons-nous obligés de créer un appareil technique à part. Il conclut ainsi: "Mon plus chaud désir est que les femmes soient entraînées dans l'action militante pour la conquête de la dictature prolétarienne, car sans leur participation vivante il sera impossible d'arriver à ce grand idéal".

Kollontai donne lecture du rapport sur les formes et méthodes de l'action parmi les femmes.

La période actuellement traversée par la Russie Soviétique et les pays d'Occident est caractérisée par l'extrême proximité des conditions objectives. Ici comme là-bas la question posée est celle de la renaissance économique et du développement des forces productives. La seule différence est que la Russie Soviétique a le moyen d'entreprendre immédiatement la modification de ses formes économiques, tandis que dans les pays capitalistes le prolétariat doit avant tout se débarrasser de la dictature bourgeoise. Si jusqu'à présent le rôle des partis socialistes consistait à grouper le prolétariat autour de certains mots d'ordre concrets, pratiquement réalisables dans le cadre du régime bourgeois, aujourd'hui leur rôle est tout différent, c'est d'éduquer les masses pour les éveiller à l'activité et pour manifester leur initiative et leur volonté. Par rapport aux ouvrières ce but, l'éveil de l'activité, a une extrême importance. Le principal ennemi, c'est la passivité de la femme, que nous devons vaincre à tout prix.

Pour cela il faut user de méthodes appropriées. Il nous faut construire un appareil de travail qui réponde aux buts du parti. Notre but immédiat, c'est de prendre une décision obligeant tous les partis communistes à consacrer à ce côté de leur travail le maximum d'attention. Ensuite il nous faudra fixer les formes convenables de cet appareil.

Illustrant par une série d'exemples l'expérience des communistes russes, Kollontai en ramène le résultat aux trois buts essentiels des sections féminines: attirer les masses au parti communiste, éveiller à l'activité les femmes du prolétariat et du semi-prolétariat, affranchir la femme dans la vie quotidienne, dans la famille et sous tous les rapports.

Les formes originales d'organisation qui ont surgi en Russie sont les suivantes:

- 1.- A la base le groupement dans chaque entreprise;
- 2.- Les assemblées de déléguées;
- 3.- Les Conférences générales sans-parti.

En outre jouent un rôle énorme dans l'éducation des masses ouvrières les diverses campagnes politiques et économiques (semaines, journées spéciales, samedis communistes, etc.). L'orateur attire l'attention sur l'utilité des "collèges littéraires" auprès des sections féminines, sur les discussions publiques, les mises en scène de jugements, l'entrée des femmes dans les écoles politiques, etc.

Passant à la question de l'application de ces méthodes à l'étranger, Kollontai reconnaît que des moyens identiques ne peuvent pas être employés dans les Etats bourgeois hautement développés et dans les pays d'Orient. Ainsi pour les pays de grand capitalisme la tâche essentielle des sections féminines est d'éveiller chez les masses ouvrières le désir de

conquérir le pouvoir politique. Les femmes doivent utiliser leur participation aux parlements et aux municipalités pour exaspérer, en partant des besoins concrets du prolétariat, l'antagonisme des classes, et pour démasquer l'impuissance des bourgeois patriotes à toute lutte déclassée.

En Orient au contraire où la femme se trouve dans des conditions spécifiques, maintenue sous le joug de traditions séculaires, il faut montrer la plus grande souplesse, sans hésiter parfois à prendre les mesures les plus insignifiantes semblables afin d'éveiller la femme orientale et de la faire entrer dans la sphère des idées communistes. Au premier plan il faut mettre l'organisation économique de la femme. Tout à la fois il faut développer largement les œuvres éducatives.

En résumant son rapport, Kollontai rappelle que le principal centre d'action seront les syndicats, dont la conquête est le but essentiel du Parti Communiste.

Les débats sont remis à la séance du 13 juin.

### L'Internationale Communiste.

#### Compte-rendu de la Séance du Comité Exécutif du 10 juin.

Le 10 juin 1921, le Comité Exécutif s'est occupé des travaux préliminaires au Congrès. Furent discutées les questions suivantes: 1) de la composition de l'Exécutif pendant le Congrès; 2) de la Commission des Mandats; 3) des thèses; 4) de l'ordre du jour du Congrès; 5) de la question des langues à adopter comme langues officielles; 6) comptes rendus des divers partis; 7) répartition et mode de vote de l'ordre du jour et du règlement; 8) ordre des travaux; 9) représentation de l'Exécutif à la Conférence féminine; 10) composition du Bureau du Congrès.

Zinoviev propose de grossir l'Exécutif pendant la durée du Congrès de façon à ce que les partis qui disposent de plus de 10 voix ajoutent encore trois nouveaux représentants, ceux qui ont plus de 7 voix deux représentants et au dessous de sept voix un représentant. La proposition est adoptée.

En ce qui concerne la Commission des Mandats, Radek exprime le vœu qu'en outre un camarade français, un représentant de l'Extrême-Orient et un camarade italien soient adjoints à la Commission. Les délégués bulgare, serbe et roumain choisissent leurs représentants à la Commission, cependant que les délégations française et italienne demandent qu'il leur soit accordé un délai.

Sur la question des thèses, un rapport est présenté par Radek: "Au dernier Congrès les thèses présentées par les camarades russes furent considérées comme étant celles de l'Exécutif. Cette fois-ci je propose de ne les publier que lorsque tous les délégués seront arrivés. Le Petit Bureau entrera en rapport avec les différentes délégations pour demander à chacune d'elles un membre de la Commission. Il s'agira de former les commissions suivantes: 1) une commission qui devra élaborer les thèses pour le compte-rendu de l'Exécutif; 2) une commission pour les thèses sur la question de tactique, les revendications et luttes partielles et la tactique de l'Internationale Communiste, la tactique de passage à l'action directe pour le pouvoir, en outre des thèses sur la question des rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale des Syndicats Rouges; 3) une Commission syndicale; 4) thèses sur les questions d'organisation intérieure dans les divers pays et sur la constitution de l'Exécutif. En outre il y aura encore à élire une commission sur la première question de l'ordre du jour: compte-rendu sur la situation économique et politique du monde et interprétation générale de cette situation".

Ces commissions devront se charger de tous les travaux préliminaires en vue du Congrès, de recueillir les thèses additionnelles des délégations dans le cas où elles seront présentées et d'en rendre compte à l'Exécutif.

Sur la proposition de Radek il est décidé que chaque délégation enverra dans les commissions un de ses membres et que les autres délégués pourront prendre part aux travaux de la Commission avec voix consultative.

Le Petit Bureau propose d'ajouter à l'ordre du jour la question des coopératives de consommation et de la formation des coopératives rouges. En outre le Parti russe désire éclairer particulièrement la situation intérieure et extérieure de la République des Soviets.

L'ordre du jour établi jusqu'ici n'est que l'ordre du jour préliminaire; le Congrès lui-même peut fixer un ordre du jour différent, y faire des additions, etc. Zinoviev se charge du compte rendu de l'Exécutif, Trotsky du rapport sur la situation économique et les tâches de l'Internationale Communiste, Lenine du rapport sur la situation économique et politique inté-

neure et extérieure. Radek, enfin, du rapport sur les questions de tactique.

Sur les questions d'organisation des divers partis se prononcèrent dix rapporteurs à qui il sera accordé un temps de 15 à 20 minutes. On entendra à ce sujet les rapports de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre, de l'Amérique, de la Bulgarie, de la Norvège, d'Italie, de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie, et ensuite sera fait un compte rendu d'ensemble. Le cam. Kuhn fera un rapport sur l'organisation dans les divers pays et le cam. Zinoviev sur les rapports internationaux. La question syndicale sera traitée par le cam. Zinoviev, co-rapporteur Heckert; la question orientale sera traitée de la même façon que les comptes rendus des divers partis. Le cam. Ravestan et le cam. Radek présenteront le compte rendu d'ensemble. La question des coopératives sera traitée par le cam. russe Hinchouk et un camarade allemand. Les membres de la Conférence Féminine et de celle des Jeunes fixeront eux-mêmes l'ordre de leurs travaux.

Les membres du parti communiste d'Allemagne expriment le vœu que dans la question de tactique et dans celle des syndicats les co-rapporteurs soient pris dans leurs rangs. Le cam. Radek répond à cela, avec l'approbation de la majorité de l'Exécutif, que le Parti Communiste Unifié d'Allemagne a toujours fait preuve dans les questions concernant l'Internationale d'une opinion particulière. L'orateur rappelle les brochures publiées par le K.A.P.D. dans lesquelles celui-ci parlait de la défaite de la révolution mondiale et de la stupidité de l'Exécutif. Il y a tout un groupe d'autres camarades qui partagent ces opinions, aussi ne pouvons nous faire aucune exception, aucun privilège pour le K.A.P.D. Des co-rapporteurs seront admis pour toutes les questions discutées et le K.A.P.D. peut évidemment défendre son point de vue dans toutes ces questions.

Un camarade français exprime le vœu que la question des commissions soit résolue dans un délai de 24 heures. Des doutes sont émis sur la possibilité d'élaborer des thèses dans un temps si court et une proposition complémentaire de Zinoviev est adoptée qui consiste à prolonger le délai proposé d'environ 24 heures.

Sur la question des langues à adopter au Congrès comme langues officielles, le cam. Zinoviev propose, vu le manque de temps, d'adopter comme langues obligatoires l'allemand et le français seules. Comme d'autres propositions sont faites tendant à accepter en outre les langues anglaise et russe, il est décidé de renvoyer cette question à la séance suivante.

La question sur le mode de délibération et sur l'ordre des travaux est renvoyée de même à la prochaine séance de l'Exécutif.

Sur la question de la composition du Bureau, de longs débats ont lieu. Il est décidé d'appeler au Bureau cinq camarades des partis russe, allemand, bulgare, italien et français. Chaque délégation devra fixer ses délégués respectifs et en présenter la liste à l'Exécutif.

Au Bureau de la Conférence Internationale des Femmes sont délégués les camarades Tallheimer, Boukharine et un camarade français.

La question bulgare est renvoyée. Comme on s'attend pour le 15 à voir arriver à Moscou un grand nombre de délégués il sera peut-être possible de fixer le jour de l'ouverture du Congrès au 16 juin.

### Séance du Comité Exécutif du 12 juin 1921.

Dimanche soir à 8 heures le Comité Exécutif a poursuivi l'ordre du jour élaboré vendredi.

Le secrétaire de l'Exécutif, Kobetzky, communique à composition des commissions. Sur la proposition du cam. Zinoviev, la liste soumise par les camarades hongrois n'est pas définitivement reconnue. Parmi les délégués hongrois existent certains antagonismes dont le Petit Bureau va s'occuper demain. Le 13 juin à midi doivent être constituées les commissions suivantes: celles du compte-rendu de l'Exécutif, de la situation mondiale et de la crise mondiale, de la tactique, de la situation de la Russie et de la question d'organisation.

Suit la délibération sur la question des langues. On décide d'adopter comme langues officielles les langues allemande, française, anglaise et russe, mais de ne donner que des traductions succintes.

La question du Bureau est résolue sur la proposition du cam. Frolich de la façon suivante: seront proposés président—Zinovieff (Russie), suppléants—Koenen (Allemagne), Lorient (France), Galovan (Bulgarie) et Gemari (Italie).

Est adoptée une résolution rédigée par la fraction russe à l'occasion de la condamnation du cam. Brandler président du V. K. P. D.

Sur la question tchéco-slovaque sont présentés deux rapports, un du parti tchéco et un autre du parti allemand.

L'orateur du parti tchéco, Burian, présente un compte-rendu sur les événements regrettables qui ont eu lieu au sein du parti tchéco-slovaque et dépose la déclaration d'adhésion à la III Internationale Communiste. Le représentant de la fraction allemande du parti communiste tchéco-slovaque attaque violemment les éléments opportunistes de la fraction tchéco et avant tout le point de vue défendu par Smeral à l'égard des journées de mars; il lui reproche de s'être opposé à l'expulsion du parti tchéco. Contre elle il y a la conduite de son chef, mais au contraire en sa faveur parle l'excellent esprit communiste des masses prolétariennes tchéques.

Les débats sont interrompus et la séance est renvoyée à lundi soir.

### Résolution adoptée par l'Exécutif à l'occasion de la condamnation de Brandler.

#### Au Proletariat allemand.

L'Exécutif de l'Internationale Communiste fait part de son entière solidarité avec le chef intrépide du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, le cam. Heinrich Brandler que les tribunaux extraordinaires de la république ebertiste viennent de condamner à 5 années de forteresse, et en même temps avec les centaines de hardis combattants qui ont pris part aux journées de mars et qui ont été condamnés par l'infâme justice à des années de prison et de détention, par la même justice qui a couvert de son corps les initiateurs criminels de l'équipée de Kapp et les infâmes assassins de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Leo Jogiches et tant d'autres, dont pas un cheveu n'est tombé, qui n'ont pas été touchés. L'Exécutif déclare à la classe ouvrière allemande et internationale que la pleine et entière responsabilité de ces actes d'ignoble vengeance de la contre-révolution doit être endossée par le Parti social-démocrate et la bureaucratie syndicale qui, lors des journées de mars, ont dénoncé les communistes comme des criminels et des vagabonds et dont la coopération active, ou au contraire la coupable inaction, ont seules rendu possible la réalisation de la campagne vindicative entreprise par la bourgeoisie contre les militants des journées de mars. Le parti social-démocrate et la direction syndicale, depuis qu'ils font partie du gouvernement, sont responsables non seulement en fait, mais aussi au point de vue purement formel de tous les crimes perpétrés par la justice blanche.

L'Exécutif invite les ouvriers indépendants et social-démocrates à choisir entre les complices et les récepteurs de la justice blanche d'une part et, de l'autre, ceux qui ont sacrifié leur vie à la défense de la classe ouvrière, contre la puissance réactionnaire, ceux qui, hardiment, ont opposé à la force de la contre-révolution celle de la révolution.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Moscou, le 12 juin 1921.

#### Avant le Congrès.

Dimanche soir au théâtre Zimine fut organisé par le Soviet de Moscou à l'occasion de l'ouverture solennelle du Congrès de l'Internationale Communiste un grand meeting dans lequel a trouvé son expression la combativité internationale; ce fut une merveilleuse introduction aux travaux du IIIème Congrès qui vont commencer dans le courant de cette semaine.

La fête commença par l'Internationale exécutée par un orchestre de balalaïkas russes qui en fit sentir encore mieux le rythme puissant. Par contre les chansons révolutionnaires, de rudes chansons de combat, perdent beaucoup dans leur interprétation: on aurait désiré que les assistants puissent se joindre au chœur.

Des orateurs russe, français, allemand, bulgare, anglais, suisse, américain, tchéco-slovaque, hollandais et autres prirent la parole, donnèrent un court tableau de la situation dans leurs pays respectifs et promirent de faire tout ce qui serait en leur pouvoir pour hâter le triomphe de la révolution mondiale et soutenir la Russie des Soviets.

Le clou de la soirée, ce fut le chœur de Youkhoff. Il serait difficile de trouver en Europe un chœur joignant une telle force de sentiment à une telle perfection d'exécution. Entre toutes une chanson populaire ukrainienne recueillit l'approbation générale.

Les sentiments éprouvés au cours de cette soirée par les délégués étrangers furent exprimés par le camarade Roland Holst en ces termes: "C'est la première fois que je suis en contact immédiat avec les ouvriers russes, et la honte et la colère m'étreignent de ce que nous n'ayons pas eu la force jusqu'ici d'en finir chez nous avec notre capitalisme."

## A L'ETRANGER.

### France.

Berlin, 11 juin. (Via Riga).—Le comité exécutif du parti radical socialiste français, réuni sous la présidence d'Herriot, blâma vivement la politique intérieure de Briand, aboutissant à la nomination d'un ambassadeur auprès du Vatican. Il approuva d'autre part la politique extérieure du gouvernement, s'élevant contre une politique d'aventures et de guerre. L'assemblée vota ensuite l'exclusion du membre Bonnet, pour avoir figuré lors des élections dans le 2-e secteur de Paris sur la liste constitutionnelle, luttant ainsi contre Lorient et Souvarine. Selon le "Journal des Débats", vivement indigné, cette exclusion poserait la question grave de savoir si le parti radical socialiste, se mettant lui-même en dehors de la politique de l'union républicaine, deviendrait ouvertement l'allié des extrémistes gauches.

Berlin, 10 juin.—L'Humanité réclame au nom des soldats russes se trouvant en Algérie l'admission d'une mission russe officielle sur le territoire français pour faire leur rapatriement. Le journal se fait l'écho des inquiétudes de ces soldats qui craignent qu'on les expédie en Extrême-Orient ou dans quelque autre équipée réactionnaire.

Riga, 11 juin.—D'après des renseignements de Berlin, Briand réclame pour la France un droit de priorité dans la répartition du milliard allemand. Les Belges protestent. Une conférence est convoquée sur cette question à Paris.

Londres, 11 juin.—En discutant la dernière note de la France à l'Angleterre au sujet du commerce avec la Russie, le "Morning Post" prétend qu'une réponse a déjà été reçue et que l'Angleterre refuse de tenir compte de l'hypothèque française sur la Russie. Le journal continue: "Quand on se souvient que les concessions françaises en Russie représentent un capital de 700 millions de francs, on saura s'imaginer l'importance des dommages qui pourraient être causés à la France de cette manière. Il faut ajouter à cela la perte que nous avons subie par suite du transfert à l'Angleterre de l'or russe qui constituait la garantie pour nos prêts. C'est pourquoi les opérations commerciales de l'Angleterre avec la Russie sont dirigées contre les intérêts de la France. Ainsi, à peine un désaccord entre la France et l'Angleterre a-t-il été effacé que de nouveaux surgissent, de sorte que la France s'épuise dans les efforts pour arrêter les menées entreprises par les diplomates, militaires et commerçants anglais contre les intérêts essentiels de la France."

### Angleterre.

Paris, 11 juin. (Radio).—A la Chambre des Communes Chamberlain a déclaré que des navires de guerre anglais arriveront à Constantinople pour y rester un mois, conformément au programme de croisière, ce qui ne constitue aucunement une démonstration navale.

Berlin, 11 juin. (Via Riga).—Le dernier discours de Churchill trouve en France, d'après les journaux commentateurs de la presse française, un accueil très réservé. La majorité des journaux écarte la prétention de l'Angleterre d'assumer le rôle d'arbitre dans les futurs conflits franco-allemands, comme étant néfaste aux intérêts français. Le "Temps", dénonçant la responsabilité indirecte de la politique anglaise, par trop conciliante vis-à-vis de l'Allemagne militariste, pour l'arrestation d'une patrouille française en Haute-Silésie, veut réfuter la thèse de Churchill que les relations franco-allemandes gagneraient par l'action médiatrice de l'Angleterre. Le "Temps", dévoilant ensuite le principe directeur de la politique de Churchill, conclut: "Si l'Angleterre désire éviter une future guerre européenne, il faut qu'elle ne cède pas à la tentation dangereuse de ménager le militarisme allemand pour s'en servir plus tard contre la Russie." "L'Information" plaide chaleureusement pour l'autonomie politique de la France, écrit: "Remercions Churchill pour ses bons sentiments, mais faisons notre propre politique". Au sujet de la question russe qui rentre actuellement dans le cadre des préoccupations de l'opinion publique française, "L'Information" préconise des négociations directes avec les maîtres actuels de la Russie et dit: "Le gouvernement français possède sur ce point des renseignements qui lui font un devoir de ne pas rester inactif."

Londres, 10 juin.—Commentant les nouvelles conditions des propriétaires des mines, le "Daily Herald" écrit: "Ces conditions signifient une réduction immédiate des salaires, avec d'autres réductions plus grandes encore à venir plus tard, au bout de trois mois. Le lock-out, pour renforcer cette réduction, est une partie de la conspiration grandiose qui a pour but d'abaisser les salaires des ouvriers et de faire sauter leurs organisations." Parlant de la situation industrielle, le "Daily Herald" affirme que 1.250.000 mineurs sont frappés par le lock-out, de même que 500.000 ouvriers des filatures de coton. Le même nombre d'ouvriers des filatures de coton ont reçu l'avertissement d'une réduction des salaires, et 250.000 ouvriers des lainages sont engagés dans un combat sans merci. Les marins ont été battus, les ouvriers carrossiers ont dû accepter des réductions de leurs salaires, de même que les ouvriers de l'industrie chimique, les boulangers et les ouvriers métallistes. Toutes ces réductions ne sont que préliminaires, d'autres suivront. Les bureaux du gouvernement qui servaient d'intermédiaires entre les ouvriers agricoles et leurs patrons vont être abolis, et les directeurs des chemins de fer ont l'intention de rabattre les salaires des cheminots. Partout on va opérer de fortes réductions et les ouvriers en seront victimes s'ils ne tiennent pas ensemble pour la défaite du capitalisme."

Riga, 11 juin.—Le "Journal", du 6 Juin annonce que le gouvernement britannique a donné l'ordre de commencer immédiatement la construction de 4 cuirassés. Chacun coûtera 9 millions de livres.

### Allemagne.

Bordeaux, 11 juin. (Radio).—Le socialiste allemand Kautsky a donné sa démission de membre du conseil économique du Reich. Il est remplacé par le rédacteur en chef de la "Freiheit" Hilferbourg.

Hanovre, 12 juin. (Radio de Shaplen, correspondant berlinois de la "New York Tribune")—Quoique les nouvelles venant de Bavière soient indéfinies, la tension créée par le meurtre de Gareis augmente. Les autorités bavaroises ont défendu de la manière la plus catégorique les démonstrations qui avaient été menées par les socialistes de Munich. La grève générale sevit dans presque toutes les villes importantes de Bavière; cependant le gouvernement réussit à persuader les syndicats jaunes de faire marcher les tramways de Munich. Les employés des tramways qui voulurent s'assembler furent dispersés par la police. On s'attend à l'arrêt complet des chemins de fer dans tout le pays pour lundi. Il n'y a pas de doute que les réactionnaires bavarois, étant assistés par les paysans, sont très forts et même en état de supprimer la révolte que les communistes tentent de provoquer, malgré les conseils et les efforts des autres partis socialistes. Les socialistes majoritaires et les indépendants, comprenant la futilité d'une action armée, ne veulent profiter de la situation que pour exercer une pression morale sur le gouvernement et indirectement sur l'Entente pour insister sur la dissolution de l'Eiwohnerwehr et de l'Orgesch. Les indépendants veulent interpellier le gouvernement de Wirth au Reichstag pour savoir quelles mesures ce dernier compte prendre, en lui faisant comprendre qu'ils cesseront leur appui tacite et temporaire dans le cas où la réponse ne serait pas satisfaisante. A ce qui paraît, le gouvernement veut apaiser les indépendants, comme on peut le voir par son ordre d'hier, abolissant dans plusieurs endroits les tribunaux extraordinaires, ou se jugeant les procès des extrémistes.

Hanovre, 13 juin. (Radio de Sgrue, correspondant berlinois de la "Boston Monitor")—Les ouvriers de Berlin ont l'intention d'organiser pour demain une grande démonstration contre le gouvernement bavarois, dont la faiblesse est considérée comme ayant contribué à l'assassinat de Gareis. D'après les dernières nouvelles de Munich la situation est devenue plus critique. Les grévistes ne veulent reprendre le travail qu'aux conditions suivantes: 1. action déterminée du gouvernement contre les manifestations de l'esprit militariste en Bavière; 2. garantie de la vie et de la sécurité générale pour tous les citoyens; 3. liberté de la presse et des réunions publiques et cessation du régime policier actuel; 4. libération de tous les prisonniers politiques; 5. sécurité et consolidation de la république démocratique et socialiste.

Hanovre, 11 juin. (Radio de Shaplin, correspondant berlinois de la *New-York Tribune*). Battus dans la question du désarmement de l'*Einwohnerwehr* où la majorité de la nation se déclara être partisan d'une sage conciliation avec l'Entente, les monarchistes et réactionnaires bavarois ont de nouveau recours à leur ancienne méthode de meurtres et d'assassinats, en tentant de créer une situation qui leur servirait de prétexte pour ne pas dissoudre l'*Einwohnerwehr* et l'*Orgesch* préservant ainsi le dernier siège du militarisme et de la réaction en Allemagne. L'assassinat de Gareis, le leader des indépendants bavarois, qui était un partisan infatigable du désarmement et de la dissolution de ces organisations, est considéré comme un crime, auquel ne pourrait être comparé que le meurtre de Kurt Eisner. Il n'y a pas de doute que ce meurtre a été organisé par les chefs des cercles réactionnaires de la Bavière qui, comme c'est l'usage dans des cas pareils ont fourni les armes à l'assassin et lui ont donné la possibilité de fuir. Les socialistes de toutes les nuances croient que ce meurtre devait provoquer un soulèvement des ouvriers en Bavière, donnant ainsi à la clique militariste la possibilité de noyer le soulèvement dans des flots de sang et de s'en servir comme prétexte pour la non-dissolution des diverses organisations que réclame l'Entente. Une grève de protestation de trois jours a été déclarée par tous les partis socialistes de Bavière.

Nauen, 12 juin. (Radio). La grève générale à Munich a été une faillite. Seulement une partie des entreprises industrielles chôme. Les syndicats chrétiens ont refusé de participer à la grève. Tous les services publics tels que tramways, chemins de fer, eau et éclairage travaillent. Tous les magasins sont ouverts. Des patrouilles renforcées de police circulent dans les rues. Jusqu'à présent la police n'a trouvé aucune trace de l'assassin. — L'agitation des socialistes indépendants prend un caractère sérieux. — Le gouvernement bavarois a fait exprimer ses condoléances au parti des socialistes indépendants à l'occasion de la mort du chef de leur parti.

Riga 11 juin. — Le *Journal* du 6 juin annonce de Berlin qu'en exécution de l'ultimatum allié concernant le désarmement, le *Zeppelin Nordstein* sera livré cette semaine à la France.

### Haute-Silésie.

Londres, 10 juin. — Le correspondant berlinois du *Morning Post* apprend que les Anglais avancent rapidement en Haute-Silésie et que, lorsqu'ils auront atteint leur but, seulement très peu du territoire haut-silésien restera entre les mains des Polonais. — Reuter annonce que l'idée d'établir une zone neutre entre Polonais et Allemands a été abandonnée comme impraticable. — On apprend qu'une note britannique a été envoyée à Paris et à Rome, soulignant la nécessité d'une coopération dans l'action et de l'emploi de la force en cas de besoin. En commentant cette note, Reuter dit: "Quoiqu'il soit encore impossible qu'une réponse à cette note soit déjà arrivée, néanmoins il y lieu de croire que les représentants en Silésie des deux autres gouvernements sont d'accord avec le point de vue anglais".

D'après des renseignements de Breslau la situation s'aggrave. Des rencontres sanglantes se sont produites entre les insurgés polonais et les détachements allemands dans la région de Kattowitz. D'après des informations de Londres des détachements anglais occuperont Koenigshutte et Tarczewice.

Riga 11 juin. — D'après des renseignements de Breslau, le commandant des troupes alliées en Haute-Silésie a avisé les alliés de l'impossibilité de réaliser la zone neutre parce que les insurgés polonais sont trop fortement installés dans la région.

### Pologne.

Varsovie, 11 juin. (Radio). La commission parlementaire du ravitaillement a décidé, conformément à la proposition du gouvernement polonais, d'instituer à partir du 15 juillet le libre commerce des produits agricoles dans le commerce intérieur de la Pologne.

La *„Deutsche Allgemeine Zeitung“* annonce une grande affaire de concussion dans le Bureau d'achat national de Lvov. Les vols de l'ex-colonel Slomertchinski et d'un de ses agents ont coûté à l'Etat plusieurs milliards de marks polonais. Les principaux coupables sont arrêtés. Cette affaire scandaleuse suscite beaucoup de bruits en Pologne. On suppose que beaucoup de personnages haut placés y sont impliqués.

### Pays Scandinaves.

Stockholm 11 juin. — Conformément à la décision des syndicats, aujourd'hui après deux semaines de grève générale les ouvriers de Norvège doivent reprendre le travail sauf les marins, les chauffeurs et les ouvriers des transports. Les pourparlers continuent entre les marins et les armateurs avec un nouvel arbitre nommé par le gouvernement à la place de l'ancien, refusé par le Conseil des Syndicats. Le Syndicat des ouvriers municipaux a posé comme condition à la reprise du travail le rappel de tous les ouvriers congédiés. Le président du Comité Central des Syndicats Lian a déclaré dans une interview du *„Social-Demokraten“* que la grève générale à laquelle 120.000 ouvriers ont pris part pendant 14 jours a été une brillante épreuve de la solidarité ouvrière.

### Pays Baltiques

Riga, 11 juin. — La *„Briva Zeme“* annonce: la cour martiale a examiné l'affaire de 20 personnes appartenant au parti communiste letton et du groupe terroriste de Kretoul. Le tribunal en a libéré un, laissé deux en prison pour supplément d'instruction, condamné 9 à mort et 8 aux travaux forcés. La sentence a été mise à exécution.

### Proche-Orient.

Bordeaux, 12 juin. (Radio). Franklin Bouillon, chargé d'une mission par le gouvernement français, est arrivé à Angora.

Bordeaux, 12 juin. (Radio). On mande de Constantinople que Bekir-Sami bey, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement d'Angora, est arrivé à Rhode et qu'il est reparti pour Rome en mission officielle. Il se transportera sans doute aussi à Londres et à Paris.

Lyon, 12 juin. (Radio). Le grand vizir adressa à Moustapha-Kemal-pacha un long télégramme, exposant les graves conséquences pouvant résulter pour la Turquie entière de la politique intransigeante de l'Assemblée Nationale d'Angora. Il conseille la modération et le respect des engagements, pris par Bekir-Sami-bey envers les puissances de l'Entente.

Berlin, 11 juin (Via Riga). — Le correspondant du *„Temps“* à Londres signale un redoublement de tension entre les Grecs vénizelistes et constantiniens. Les préparatifs militaires grecs, en vue d'un prochain déclenchement d'une offensive grecque, où figureront des gaz asphyxiants et des lance-flammes, seraient terminés et les vaisseaux grecs seraient autorisés à faire des démonstrations contre les navires turcs dans les ports de la Mer Noire. Les kemalistes, d'après le correspondant, seraient actuellement en train de poser des mines dans leurs ports.

La *„Deutsche Allgemeine Zeitung“* du 6 juin annonce que le ministre des affaires étrangères anglais a reçu un rapport du commissaire britannique à Constantinople sur la situation en Asie Mineure. Il y est dit que Kemal est en pourparlers avec l'Afghanistan et la Perse et que la conclusion de ces traités avec la coopération de la Russie Soviétiste est grosse de dangers pour l'Angleterre. Les zones côtières sont abandonnées par les troupes régulières de Kemal et laissées à des partisans qui exterminent sans pitié tous les Anglais. La population anglaise quitte le pays. Certains ont pu s'enfuir Russie. La situation en Asie Mineure inspire de sérieuses inquiétudes. Une délégation perse est arrivée à Angora pour conclure une alliance.

### Extrême-Orient.

Londres, 11 juin. — Reuter apprend de Vladivostok que le gouvernement provisoire fait des démarches pour établir des communications avec Wrangel.

La *„Deutsche Allgemeine Zeitung“* du 7 mai annonce que les détachements de Semenov exécutent le plan du Japon pour la constitution d'un Etat-tampon qui doit comprendre la Corée, la Mandchourie et l'Extrême-Orient russe, sous le protectorat du Japon.

Les *„Poslednie Novosti“* ont appris à l'ambassade du Japon à Paris que le Japon n'a aucune intention de se mêler des affaires intérieures de la Russie, mais que cela ne signifie pas qu'il sera indifférent aux tentatives antibolchéviques. L'ambassade du Japon est informée que le général Yakashima, commandant en chef, est en relations étroites avec Semenov. Les autorités japonaises n'ont rien fait pour empêcher le désarmement de la milice à Vladivostok et ont soutenu les nationalistes.

Riga, 11 juin. — Le *„Petit Parisien“* du 6 juin annonce que le Gouvernement japonais, en réponse à la note d'avril de la Ligue des Nations, sur le désarmement, a déclaré qu'il préférerait, avant de prendre des mesures en conséquence, attendre que le Conseil de la Ligue ait élaboré son plan général de désarmement acceptable pour toutes les puissances.

Tchita, 6 juin. — La mission diplomatique de la République Extrême-Orientale à Pékin a expédié des notes de protestation contre les événements de Vladivostok à l'Angleterre, à l'Amérique et à la Chine.

Tchita, 7 juin. — Le président de la République Chinoise a remis à Chian-Tse-Lin des instructions l'invitant à poursuivre Hungora et Khoutoukhta. Les princes mongols ont protesté contre la punition de ce dernier Chian-Tse-Lin soutiendra les réfugiés chinois.

Tchita, 7 juin. — D'après les renseignements du Gouvernement de Pékin, on remarque ces derniers jours dans les environs de Kalgan une grande animation. Le commandant en chef des troupes expéditionnaires, Tsofeia est arrivé à Tsakiang. Un fort détachement de troupes de Moukden a reçu ordre de couper la retraite aux contre-révolutionnaires russes reculant vers l'est. Les autorités chinoises de Mandchourie ont ordre de couper à tout prix les communications de Hungora et d'empêcher l'envoi de tout ravitaillement.

### Etats-Unis.

Riga 11 juin. — Le *„Temps“* du 4 juin annonce de Washington que le Sénat, par sa commission des affaires extérieures, s'est prononcé contre la ratification du traité de Versailles jusqu'au jour où seront rétablis les droits dont jouissaient les Etats-Unis avant la guerre.

### REVUE DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE.

#### France.

#### La manifestation des communistes.

##### Brutalités policières.

Dimanche, 29 Mai. — Le Parti Communiste, l'Union des Syndicats de la Seine et l'A.R.A.C. ont manifesté hier au cimetière du Père-Lachaise devant le mur des Fédérés.

Une foule nombreuse y participait. Le Comité directeur du Parti Communiste placé au pied du mur, assistait au défilé des sections qui passaient drapeaux déployés, leurs militants en tête, suivis par les C.S.R. avec leurs bannières et les groupes de l'A.R.A.C.

Le défilé s'effectua sans incident, dans le calme et l'ordre jusqu'au passage du groupe anarchiste, qui provoqua une légère manifestation.

Peu après la sortie des anarchistes, on venait d'annoncer au citoyen Lafont que des incidents avaient lieu à la place Gambetta. Un patronage catholique ayant rencontré des anarchistes et communistes sortant du Père-Lachaise une bagarre avait eu lieu. Seigneurs „flics“ s'étaient donné carrière et avaient fait „de la belle ouvrage“.

Ernest Lafont voulut aller sur les lieux. Rue de la Cour des Noues, il rencontra un peloton d'agents courant vers la place Gambetta. Lafont voulut parlementer.

— Qui êtes-vous, lui demanda l'agent 253 du 20ème arrondissement?

— Ernest Lafont, député.

Un coup de matraque bien senti fut la seule réponse de l'argousin à cette présentation. Lafont, étourdi par le choc, ayant perdu son lognon, se dirigea vers la place Gambetta. Il vint demander à Guichard des explications. Et tandis qu'il parlait au directeur de la police municipale, un coup terrible lui fut asséné par derrière sur la tête.

Ernest Lafont fut conduit à une pharmacie. Il saignait abondamment.

Pourtant bien qu'il ait été blessé assez sérieusement dans la région crânienne son état n'inspire heureusement pas d'inquiétudes sérieuses.

Dans la soirée M. Lacomblez, juge d'instruction, s'est transporté au domicile de Lafont afin d'entendre le récit des circonstances dans lesquelles s'est produite l'agression dont il a été victime. Mais celui-ci, en raison de son état, n'a pu le recevoir.

##### Des arrestations.

Au cours de ces divers incidents, la police et la garde républicaine, massées dans la cour de la mairie, place Gambetta, sortirent brusquement et chargèrent à plusieurs reprises avec leur bru-

taille coutumière la foule paisible qui s'écoulait lentement.

Plusieurs arrestations furent opérées par les argousins.

Après les incidents, Lacomblez, juge d'instruction, se rendit au Commissariat de police du Père-Lachaise pour entendre les manifestants arrêtés. Huit ont été envoyés au Dépôt et deux remis en liberté provisoire.

Ils seront jugés aujourd'hui pour crimes d'édits et violences envers les agents.

##### Les perquisitions.

Ainsi que nous l'avons annoncé, de nombreuses perquisitions, avaient été décidées dimanche soir au cours d'une conférence tenue entre le procureur général et quelques hauts fonctionnaires de la préfecture de police.

De bonne heure une cinquantaine de commissaires de police à Paris et en banlieue se sont présentés chez les militants communistes. Les policiers ont fouillé les tiroirs, vidés les dossiers et emporté des papiers. Aucune arrestation n'a été opérée.

A quelles fins le gouvernement a-t-il procédé à ces perquisitions?

Au Palais on déclare qu'elles se rapportent à l'instruction ouverte contre l'*„Humanité“* en la personne de son gérant Vandeputte, pour avoir reproduit, le 12 mai, une affiche de la section de la jeunesse communiste et de la section de l'A.R.A.C. du 19ème arrondissement intitulée: „la mobilisation c'est la guerre, à bas la mobilisation“.

Les policiers se sont présentés aux domiciles des principaux personnages du Parti Communiste, entre autres chez L.O. Frossard, secrétaire général; Amédée Dunois, secrétaire de l'*„Humanité“*; Georges Pioch secrétaire de la Fédération de la Seine; Tommasi et Vademart secrétaires de l'Union des syndicats de la Seine; Lorient, Souvarine; Victor Méric et Cartier du Comité directeur; Bernard Lecache rédacteur de l'*„Humanité“*; Noël Garnier, Ribaut et Tournay de l'A.R.A.C.; Pégy et William des Jeunes communistes.

Henry Torres et Antonin Cohen, avocats à la cour, ont également reçu la visite matinale des commissaires de police accompagnés de représentants du Conseil de l'Ordre.

Les bureaux du Parti et des Jeunes Communistes de la Fédération communis de la Seine et de l'A. R. A. C. ont été aussi perquisitionnés.

Le *„Populaire“* du 31 mai, dont nous empruntons cette note ajoute: voilà policiers et magistrats découplés contre les communistes.

Des domiciles particuliers ont donc été violés, des pillages en règle opérés. La République qui laisse tranquillement les ennemis avérés du régime tramer leur complot permanent, traque des républicains parce que communistes.

Ce souvenir ne fait que mieux ressortir l'odieuse des mesures d'hier, qui allèrent jusqu'au viol des dossiers d'avocats.

Nous dressons contre elles la protestation que doivent faire entendre tous les citoyens qui ont le souci de la liberté.

Quand donc tous les républicains sougeront-ils à ne plus laisser galvauder ce qui fut leur patrimoine commun.

Le *„Journal du Peuple“* écrit: Sans doute jaloux des lauriers de Millerand voici que le bel Aristide fait perquisitionner chez nos camarades communistes.

Faut-il s'indigner? Certes, ces actes, ces attentats à la liberté des citoyens appellent d'énergiques protestations, mais ne méritent-ils pas surtout, tant ils sont puerils, un haussement d'épaules.

#### Le général Wrangel en France.

Le Puy, 28 mai. — Le général Wrangel qui commandait les forces russes de Crimée est installé depuis quelques jours dans le département de la Haute-Loire, au château de Fauzères près Brioude.

Le château, de construction moderne, est admirablement situé sur une position dominant la vallée de l'Allier et desservi par la voie ferrée Nîmes-Paris. (*Journal des Débats*).

#### Roumanie.

Cinq ans de prison pour une grève de 24 heures.

Bucarest, 25 mai. — La terreur blanche se développe ici sans arrêt. Les ouvriers de la manufacture de tabacs de Bucarest, écrasés par la cherté de la vie qui leur rend l'existence impossible, ont tenté d'attirer l'attention sur leur misère par une grève de 24 heures.

Le gouvernement a voulu voir là une menace contre la sûreté de l'Etat. Une vingtaine d'ouvriers et d'ouvrières ont comparu devant une cour martiale et ont été condamnés à cinq ans de prison pour avoir fait grève un jour. (*Humanité* du 28/5).

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.